

un *7*
CAHIER
DE DOLEANCES
DU CLERGÉ

DU BAILLIAGE DE ROUEN,

*Assemblée avec le clergé des autres bailliages
 secondaires, dans l'église des Cordeliers
 de ladite ville, le 15 avril 1789.*

*Remis à M. le cardinal DE LA ROCHE-
 FOUCAULT, archevêque de Rouen ;*

M. le curé de Lions-la-Forêt ;

M. l'abbé de Grioux, prieur de St.-Ymer ;

*Ad. Fr. Al. DAVOUST, prieur de l'ab-
 baye de St.-Oüen, Elus députés.*

I 7 8 9.

C. A. M. I. R.

CAHIER DE DOLEANCES DU CLERGÉ

*Du bailliage de Rouen , assemblé avec le
clergé des autres bailliages secondaires.*

RÉUNIS par les ordres d'un Souverain jaloux de l'amour de son peuple , & si digne de l'obtenir , nous sommes appelés pour traiter des plus grands intérêts de la nation. L'état constitutionnel de la monarchie , méconnu ou ébranlé ; le code criminel souillé de sang , attaché à des formes cruelles où tout effraie l'innocence, où rien ne conduit à la sauver ; la législation civile, souvent obscure , contradictoire , embarrassée , désespérante par ses longueurs , & ruineuse par les frais qu'elle emporte ; des plaies qui affligent l'église ; des abus qui la déshonorent ; des ennemis qui l'outragent ,

également armés contre elle de toutes les ruses du sophisme & de toutes les impostures de la calomnie; les dettes de l'état accumulées sans bornes sous une administration vicieuse, & multipliées par des profusions indiscrettes; des impôts onéreux, variés à l'infini, attachés à tous les besoins, arbitrairement répartis, exigés impérieusement sur une simple ordonnance ministérielle, ou sur le mandat d'un subdélégué, qui dévorent toutes les ressources de l'agriculture, & pesent cruellement sur cette partie indigente de la nation, à qui la providence n'a donné que des bras pour subsister; des manœuvres sourdes & vexatoires dans cette partie des finances qui a pour objet les domaines, les contrôles & autres fiscalités accablantes, où les droits s'accumulent graduellement sur des arrêts interprétatifs du conseil, que le conseil n'a jamais prononcés, & que l'avarice d'un secrétaire ou d'un commis de bureau vend à l'avidité du fermier.

Tel est le tableau foiblement esquissé

d'une partie « de ces abus en tout genre
 » que le roi demande qui soient réformés
 » & prévenus par de bons & solides moyens
 » qui assurent la félicité publique. C'est
 » pour opérer cette réforme , & pour éta-
 » blir un ordre constant & invariable dans
 » toutes les parties du gouvernement, qu'il
 » s'est déterminé à convoquer , dans une
 » assemblée nationale, toutes les provinces
 » du royaume , tant pour le conseiller &
 » l'assister , que pour lui faire connoître les
 » souhaits & les doléances de ses peuples ».
 Admirable vœu d'un souverain !

Pour répondre à ses vœux , le clergé du bailliage de Rouen recommande à ses députés de remplir , avec toute l'énergie inséparable de la justice & de la vérité , la tâche la plus noble & la plus glorieuse , celle de présenter à un monarque religieux & sensible les besoins de son peuple , & les moyens d'y remédier.

En conséquence, le clergé du bailliage de Rouen donne à ses députés le pouvoir de le représenter aux états généraux , en leur

prescrivant très-expressément de n'exercer ce pouvoir inviolable , que sous les clauses & dans l'esprit des articles énoncés ci-dessous.

A R T I C L E P R E M I E R.

Les députés demanderont que la religion catholique , apostolique & romaine continue d'être la seule religion du royaume , & que le culte public ne puisse être accordé aux non-catholiques.

A R T. I I.

Le clergé du bailliage de Rouen ne s'élève pas contre l'état légal & civil accordé aux non-catholiques par le dernier édit ; mais les députés insisteront avec force sur la prohibition des mariages mixtes , dont les dernières remontrances du clergé de France ont exposé les abus de la manière la plus lumineuse.

A R T. I I I.

C'étoit une loi toujours observée dans le royaume , que les protestans fissent baptiser leurs enfans dans les églises paroissiales. Les députés insisteront sur le rétablissement de cette loi.

A R T. I V.

Pour prévenir les suites infiniment dangereuses de la liberté de la presse , les députés , dans le cas où cette liberté seroit accordée , contre le vœu du clergé , demanderont que tout imprimeur soit obligé de mettre son nom au bas des ouvrages qui sortiront de sa presse , & qu'il soit responsable des faits faux , diffamans ou scandaleux qui pourroient y être inférés ; & que l'on condamne à des peines sévères tous les auteurs , libraires ou colporteurs qui seroient convaincus d'avoir composé ou distribué des ouvrages contre la religion ou les mœurs.

A R T. V.

Les députés demanderont que les officiers de police soient contraints de faire exécuter les ordonnances relatives à l'observation des dimanches & fêtes , & celles qui ont été rendues contre *les cabarets* & les jeux de hafard ; & que les violateurs de ces loix soient pourfuivis & punis sur les dénonciations qui pourront en être faites.

A R T. V I.

Les députés observeront que les abus qu'on fait des monitoires , hafardés légèrement pour des caufes de la plus foible importance , fouvent même ridicules , les exposent au mépris & en détruisent l'effet ; en conféquence , ils demanderont qu'ils ne foient accordés que pour des crimes capitaux ou d'état.

A R T. V I I.

L'église avoit sagement établi , pour le maintien de l'ordre & de la discipline ecclésiastique , le retour periodique des conciles provinciaux & des assemblées synodales dans les diocèses. Les députés en demanderont le rétablissement.

A R T. V I I I.

Ils réclameront encore l'observation des loix anciennes & respectables qui font aux bénéficiers un devoir de la résidence , & de celle que l'église a prononcée contre les abus de la pluralité des bénéfices.

A R T. I X.

Les curés , prêtres & citoyens , également redevables à la religion & à l'état , responsables de leur conduite aux loix de l'église & à la police du royaume , sont

exposés souvent à être traduits & condamnés aux tribunaux des magistrats , pour avoir été fideles aux statuts synodaux de leur diocese. Les députés solliciteront les moyens d'assurer la tranquillité des ministres de la religion , en leur prescrivant une conduite qui les mette à l'abri de tous les dangers qui les environnent.

A R T. X.

Les députés demanderont que les préventions en cour de Rome, qui jettent dans le ministere tant de sujets incapables , ne puissent avoir lieu qu'un mois après la mort des titulaires.

A R T. X I.

Les députés représenteront que les déports , qui sont d'usage sur-tout en Normandie , laissent les paroisses long-temps privées de leurs pasteurs légitimes , & multiplient les abus : ils solliciteront une

loi qui les abolisse , & un dédommagement pour les évêques & autres personnes qui en perdroient la jouissance.

A R T. X I I.

Les députés demanderont un reglement qui fixe d'une maniere uniforme & inva-riable les droits honorifiques qui sont dûs aux seigneurs des paroisses dans les églises.

A R T. X I I I.

Les députés demanderont que les municipalités soient conservées , & qu'en l'absence des seigneurs la présidence en soit donnée aux curés.

A R T. X I V.

Les députés exposeront que l'insuffisance des pensions accordées aux curés à portion congrue , & la modicité des revenus de plusieurs autres , font à la nation un

devoir de justice de pourvoir à leurs besoins , par une augmentation de revenus ou de pensions proportionnée aux charges des bénéfices , à l'étendue des paroisses & au prix des denrées. Ils réclameront la même justice en faveur des curés des villes, dont la plupart n'ont qu'un revenu très-modique.

A R T. X V.

Les députés demanderont également l'augmentation de la pension des vicaires ; à laquelle les gros décimateurs seront tenus de contribuer proportionnellement.

A R T. X V I.

Les députés exposeront l'état des vicaires & des autres prêtres chargés , dans les villes , des travaux d'un ministère pénible , sur-tout dans les grandes paroisses , où le repos de la nuit est si souvent interrompu , & où tous les instans les rendent nécessaires à tous les besoins ; ils solliciteront

en faveur de ces prêtres utiles un sort honnête , les moyens de vivre conformément à la décence de leur état , & l'assurance d'une retraite pour tous les ecclésiastiques , des villes & des campagnes , qui seront infirmes , ou qui auront vieilli dans l'exercice noble & respectable de la religion & de l'humanité.

A R T. X V I I.

Les curés , ces ministres si précieux à la religion , souvent épuisés de travaux & de fatigues avant l'âge où la nature appelle ordinairement la caducité , ont un droit bien légitime à la reconnoissance publique : les députés proposeront que l'on fixe dans toutes les églises cathédrales & collégiales un nombre déterminé de prébendes pour servir de récompenses aux Curés , Vicaires & autres prêtres qui auront supporté les travaux du ministère pendant un temps considérable.

ART. XVIII.

Les entraves qui enchaînent la liberté du citoyen pour le livrer aux vexations & à la tyrannie du fisc , doivent être pros- crites d'un état libre : il est donc bien im- portant que les députés réclament en fa- veur du Clergé , 1°. l'affranchissement du droit onéreux d'amortissement pour toutes les mutations de propriétés entre gens de main-morte , & pour les constructions & reconstructions ; 2°. la liberté de passer les baux sous signature privée , comme tous les autres sujets de l'état ; 3°. une autori- sation pour les fabriques de replacer sur tous les corps & particuliers , sans distinc- tion , les capitaux des rentes qui leur sont remboursées ; 4°. l'affranchissement pour les maisons religieuses de tous les droits de contrôle & d'insinuation sur la dot des filles qui entrent en religion.

A R T. X I X.

Les députés demanderont avec instance que, pour assurer le repos des pasteurs, & rétablir la confiance qui doit exister entre eux & leur troupeau, la déclaration sur les dîmes, du 29 mai 1786, soit mise en vigueur.

A R T. X X.

Les députés demanderont un règlement qui fixe une indemnité aux curés pour les terres converties en herbages, bois, parcs & jardins; que cette indemnité soit jugée par arbitres & sans frais, & que l'estimation puisse être renouvelée tous les neuf ans. Ils appuieront cette demande sur la justice, qui prescrit de compenser par des dédommagemens les pertes que ces mutations font éprouver.

A R T. X X I.

Les députés réclameront contre la déclaration de 1768 , qui prive les curés du droit de dîmer les noales.

A R T. X X I I.

Les vues sages qui ont déterminé l'église & l'état à rendre fixes & inamovibles tant de curés qui n'étoient autrefois que des chapelains révocables à la volonté des curés primitifs , militent également en faveur des curés dépendans de l'ordre de Malte : les députés demanderont pour eux l'inamovibilité, & pour eux encore, comme pour leurs vicaires , l'augmentation des portions congrues.

A R T. X X I I I.

Pour assurer la tranquillité de ceux qui prennent à ferme les bénéfices , & favori-

fer l'amélioration de l'agriculture , souvent négligée par l'incertitude du terme de la jouissance , les députés demanderont une loi qui écarte l'inconvénient qui résulte de la résiliation des baux par la mort ou la démission des bénéficiers ; mais qui prévienne en même-temps les abus que cette nouvelle disposition pourroit faire naître.

A R T. X X I V.

Les abus qui se sont introduits dans les économats , exigent que cet établissement soit supprimé , & qu'il soit remplacé dans ce qu'il peut avoir d'utile par une administration plus convenable.

A R T. X X V.

Le clergé du bailliage de Rouen , aussi pénétré de sentimens patriotiques qu'aucun des ordres de l'état , consent que la généralité de ses biens soit assujettie à payer à l'état une somme égale à celle que paie-

ront les biens des autres ordres qui sont d'une égale valeur.

Mais jaloux de conserver la forme antique & respectable de cette administration sage & paternelle , qui appuie les bases de sa cotisation sur les principes de la justice distributive , & qui regle sa répartition toujours proportionnellement aux charges , aux travaux , aux besoins de ses différens membres , il ne veut & n'entend s'écarter en aucune manière de cette forme d'administration.

Pour concilier cette juste prétention avec son vœu de subvenir aux besoins de l'état , comme tous les autres ordres , il enjoint expressément à ses députés de demander :

1°. Que tous les biens du clergé soient évalués par les trois ordres réunis , de la même manière & avec les mêmes formalités & précautions que seront estimés les biens de tous les autres sujets du royaume.

Cette opération justifiera la volonté sincère du Clergé , de porter dans une

proportion parfaitement égale avec les autres citoyens, le fardeau de l'état, & deviendra le gage & la preuve de son patriotisme.

2°. Qu'après que cette évaluation aura déterminé, d'une manière précise, la somme dont le clergé doit contribuer pour sa part proportionnelle aux besoins du royaume, l'affiette & l'imposition de cette somme sur les différens membres qui composent le clergé, seront laissées au clergé lui-même, pour la répartir & la régir dans l'esprit de la forme ancienne.

A R T. X X V I.

Les dettes du clergé ayant été contractées pour les besoins de l'état, doivent être confondues dans la dette nationale; & ce n'est qu'à cette condition que le clergé du bailliage de Rouen consent à l'égalité proportionnelle de l'impôt.

A R T. X X V I I.

Les députés s'opposeront à toute aliénation des biens ecclésiastiques qui pourroit être proposée comme un moyen de payer les dettes du clergé.

A R T. X X V I I I.

Le clergé du bailliage de Rouen déclare vouloir conserver tous les droits personnels & honorifiques dont il a joui jusqu'à présent , & il enjoint à ses députés de protester contre tout ce qui pourroit donner atteinte à la dignité de son ordre , le diviser ou le restreindre.

A R T. X X I X.

Les états généraux ne pouvant puiser une connoissance plus sûre des affaires du clergé , que dans les lumieres de ses agens généraux , les députés demanderont que

lesdits agens aient séance aux états , comme nécessaires à la discussion de ses intérêts.

A R T. X X X.

Les députés déclareront que le clergé entend conserver ses assemblées , comme la seule barrière qui puisse arrêter la licence des écrits & des mœurs ; comme seules capables de s'opposer au progrès d'une funeste philosophie , qui multiplie chaque jour ses attaques contre la religion & l'église , & comme nécessaires au maintien de son administration.

A R T. X X X I.

Les évêques assisteront aux assemblées du clergé selon leur droit ; mais les députés demanderont que les représentans du second ordre soient élus , pour y assister dans la forme adoptée pour les états généraux.

A R T. XXXII.

Les dépenses considérables des assemblées du clergé étant la seule raison que l'on puisse opposer à leur conservation , les députés concerteront avec les autres députés de leur ordre , les moyens les plus sages d'établir une administration qui réunisse aux avantages de l'économie , ceux de concourir au bien général de la religion & du royaume.

A R T. XXXIII.

Les députés demanderont que les impositions du clergé soient versées directement dans la caisse des états provinciaux par les chambres syndicales. Ce moyen évitera la nécessité d'avoir un receveur général , dont les appointemens sont une dépense inutile & onéreuse.

A R T. X X X I V.

Les députés demanderont que les chambres syndicales soient composées de membres librement élus par les divers corps du clergé , dans un nombre convenable , & pour un temps déterminé.

A R T. X X X V.

Les députés solliciteront la suppression de tous les impôts désastreux , tels que la gabelle , les aides & les droits de contrôle , ou au moins leur modification , jusqu'à ce que l'on ait trouvé les moyens des les remplacer par d'autres dont le fardeau soit moins pesant pour le peuple.

A R T. X X X V I.

Les députés proposeront de réunir , sous une seule dénomination , tous les impôts

qui se perçoivent sur les terres , & d'y soumettre , sans exception , tous les parcs , bois , enclos & jardins d'utilité & d'agrément. Ils calculeront pareillement les moyens les plus propres à établir un impôt aussi proportionné qu'il sera possible sur les fortunes mobilières & les biens des capitalistes.

A R T. X X V I I.

Comme un des principaux objets des impôts , doit être la libération de la dette nationale , les députés discuteront avec la plus grande attention la nature de cette dette , ses causes , les abus qui l'ont fait naître & entretenue ; ils constateront le déficit immense dont on parle depuis si long-temps ; ils calculeront les moyens de le couvrir & d'assurer la solidité de la dette.

A R T. X X X V I I I.

Les députés feront tous leurs efforts

pour rétablir l'ordre & l'économie dans les finances ; supprimer toutes les dépenses inutiles , les charges , les commissions , les emplois superflus ; restreindre les pensions & les gratifications ; annuler les échanges ruineux pour le domaine de la couronne ; réduire les intérêts au taux prescrit par les ordonnances ; anéantir l'agiotage effréné , si commun aujourd'hui dans la capitale , & qui engloutit une grande partie des fonds qui feroient la prospérité du commerce & de l'agriculture dans les provinces ; établir un régime d'administration tel qu'il prévienne à jamais le retour des déprédations ; enfin , les députés feront toutes les recherches & tous les changemens nécessaires pour éviter l'établissement de nouveaux impôts , que des peuples déjà trop épuisés sont dans l'impossibilité de supporter.

A R T. X X X I X.

Les députés porteront leur attention sur

les emprunts multipliés où le ministère françois a mis jusqu'à ce jour une confiance imprudente. Ces emprunts , qui , au lieu d'avoir été pour l'état un remède qui fermât ses plaies , n'ont été qu'un palliatif infidèle , à l'ombre duquel le mal a fait des progrès qui l'ont rendu presque incurable. Pour empêcher à l'avenir les ministres du roi d'employer arbitrairement & sans mesure ces moyens ruineux , & fixer invariablement la confiance publique , les députés feront déclarer que tous les emprunts jugés nécessaires , ne pourront être faits que du consentement de la nation.

A R T. X L.

Les députés sont spécialement chargés de redemander la confirmation & la jouissance de la charte du duché de Normandie , appelée *Charte aux Normands* , donnée par Louis X en 1315 , renouvelée par Philippe de Valois en 1339 , confirmée

par Charles VI en 1380, par Charles VII en 1458, par Louis XI en 1461, par Charles VIII en 1485, & enfin par Henri III en 1579, sur la demande des trois états de la province.

A R T. X L I.

L'obscurité de la législation civile, ses contradictions, l'embarras & la lenteur de ses formes, la dureté du code criminel, demandent nécessairement une réforme : les députés la solliciteront ; ils insisteront également sur les abus de la vénalité des charges.

A R T. X L I I.

Les députés demanderont qu'il soit établi dans chaque paroisse des juges de paix, devant lesquels seront portées, sans frais, toutes les contestations de legere importance, sauf le recours aux tribunaux ordinaires.

A R T. X L I I I.

La conservation & l'amélioration des forêts ont dû fixer , depuis quelques années sur-tout , la plus grande attention du gouvernement. Les abus multipliés dans leur administration , les pertes qui en résultent , les suites qu'on en doit craindre , seront exposés par les députés ; ils demanderont que le soin en soit spécialement confié aux états provinciaux , & que les bois des gens de main-morte soient régis de la même manière que ceux des autres citoyens , en prévenant cependant , par de sages précautions , les nouveaux abus auxquels cette faveur pourroit donner lieu.

A R T. X L I V.

Les évocations dans les difficultés qui s'élèvent entre les curés & certains corps réguliers & autres privilégiés , les arrêts de

furséance , qui ne tendent qu'à soustraire le débiteur infidele aux justes recherches de ses créanciers ; les droits de *commitimus* , sont des sources de vexations & d'abus. Les députés en demanderont la suppression.

A R T. X L V.

Le traité de commerce avec l'Angleterre a excité la réclamation de plusieurs chambres du commerce , & de tous ceux qui sont à la tête des manufactures. Les députés proposeront d'examiner , avec l'attention la plus réfléchie , les avantages & les inconvéniens de ce traité.

A R T. X L V I.

Les députés représenteront que la filature du coton est l'occupation des femmes & des enfans du peuple dans la plus grande partie de la Normandie, & ils prieront les

états généraux de peser dans leur sagesse s'il est réellement avantageux d'adopter d) de rejeter les mécaniques angloises.

A R T. X L V I I.

La position désespérante dans laquelle le peuple se trouve jetté par le prix excessif & la disette des grains , impose l'absolue nécessité de prendre les moyens les plus sages & les plus prompts d'y remédier. Les députés demanderont que l'exportation des grains ne soit permise qu'après que les états provinciaux se seront assurés qu'il en existe une très-grande abondance.

A R T. X L V I I I.

Tous les objets d'utilité publique sont précieux à la religion. Les députés du clergé du bailliage de Rouen représenteront que les intendants des provinces ont depuis plusieurs années distribué gratuitement dans

les paroisses des campagnes , des remedes pour le soulagement des pauvres ; afin de perpétuer ce secours si nécessaire à la portion indigente de la nation , les députés demanderont qu'il soit établi dans chaque arrondissement un dépôt de remedes destiné au même usage , & qu'il soit nommé un médecin chargé d'en faire la visite.

A R T. X L I X.

L'état militaire est la gloire & la défense du royaume ; la patrie doit se faire un devoir d'en améliorer le sort.

A R T. L.

L'agriculture est une des sources les plus précieuses des richesses de l'état ; tout doit tendre à la favoriser ; tout doit écarter les fléaux destructeurs qui en arrêtent les progrès ou qui en diminuent les fruits. Les députés solliciteront l'exécution exacte & sé-

vere des sages réglemens qui ont été faits concernant les droits de chasse & les colombiers.

A R T. L I.

L'instruction publique doit fixer spécialement les regards de la nation ; les universités , les colleges & les séminaires où se forment & se perfectionnent les talens qui doivent un jour honorer & servir l'état & la religion , méritent d'exciter le plus vif intérêt. Les députés solliciteront les états d'en ordonner l'établissement dans les lieux où ils paroîtront nécessaires ; d'en consolider l'existence dans ceux où ils sont établis ; d'en améliorer le régime , d'en corriger les abus , d'en perfectionner l'enseignement , & de s'occuper aussi sérieusement des mœurs & de la capacité des maîtres que du progrès des élèves.

A R T. L I I.

La premiere instruction se prend dans les écoles ; en les multipliant , on en fait recueillir le fruit à un plus grand nombre d'individus. Les députés demanderont qu'il en soit établi dans toutes les paroisses où elles seront jugées nécessaires , avec l'approbation & sous l'inspection des Curés.

A R T. L I I I.

LA mendicité , qui remplit les villes de vagabonds , & les campagnes de voleurs & d'incendiaires , mérite les regards de la nation assemblée ; on a proposé différens moyens pour arrêter ce fléau destructeur. Les députés recommanderont avec force d'en choisir & d'en adopter quelqu'un qui puisse conduire au succès désiré ; mais ils se souviendront que les mendiants sont des hommes , & que si la justice prescrit d'en

réprimer les désordres , l'humanité fait un devoir de fournir à leurs besoins.

A R T. L I V.

LA charité réclame toujours en faveur des malheureux dans le cœur des ministres de la religion : elle ne voit que le malheur. Les prisons ont souvent fixé ses regards , lieux affreux où regnent la misère & l'infection , où l'on éprouve souvent l'abandon le plus cruel. Dans ces lieux , avec le scélérat , se trouve confondu l'homme infortuné que des revers y précipiterent , & quelquefois l'homme innocent que le soupçon y fit renfermer ; les députés , inspirés par les sentimens de la charité chrétienne , demanderont instamment qu'on pourvoie à tous ces abus ; qu'on soulage leurs besoins , & qu'on adoucisse au moins leur malheur par les secours dus à l'humanité.

A R T. L V.

QUANT à la manière d'opiner à l'assemblée nationale, comme il est probable qu'à l'ouverture des états-généraux, la forme constitutive d'opiner sera mise en question, les députés demanderont que l'usage ancien & constitutionnel de voter par ordre, & non par tête, soit conservé. Si pour éluder l'effet de cette manière de voter, on proposoit que les ordres s'assemblaient par bureaux, ce qui auroit le même inconvénient que d'opiner par tête, puisqu'alors ce feroit en effet par tête qu'on prendroit les suffrages, les députés n'y consentiront que pour y discuter les affaires, & les y approfondir, sans jamais y délibérer, & avant toute décision, ils exigeront que chacun se retire dans la chambre particulière de son ordre, pour y arrêter les délibérations & y conserver chacun son *veto*, & il n'y aura rien d'arrêté que ce qui aura été consenti par les trois ordres séparément.

TELS sont les pouvoirs & instructions que donne à ses députés l'ordre du clergé du bailliage du Rouen. Plein de confiance en leurs lumières & leur sagesse, il est convaincu de la prudence avec laquelle ils feront aux différens objets l'application des principes qui leur sont tracés ; mais pour appuyer leur opération sur une base solide, & les précautionner contre cet artifice insidieux dont ne s'enveloppe que trop souvent le courtisan perfide, pour surprendre la droiture & trahir la bonne foi, le clergé croit devoir prescrire à ses députés de ne consentir absolument à aucun impôt, subside ou emprunt, avant qu'ils aient obtenu dans les-états généraux le rétablissement des états particuliers de la province de Normandie, sous la forme & l'organisation qui en sera trouvée la plus analogue au bien public, & la plus propre à maintenir la paix & l'harmonie si désirée entre les trois ordres de la province.

AVANT que l'on ait fixé d'une manière inviolable, une époque pour la seconde tenue des états généraux, avec une protestation formelle & absolue de la part des députés, que tous impôts & subsides qu'ils auroient consentis cesseront de plein droit, si lesdits états généraux n'étoient pas rassemblés au temps indiqué pour les renouveler, ou qu'on voulût les suppléer à cet effet par des commissions intermédiaires.

FIDELES à ces instructions, & par-là dignes de nos suffrages, les députés du clergé du bailliage de Rouen s'élèveront au niveau de leurs augustes fonctions. Ministres de la religion & enfans de la patrie, ils défendront les intérêts de l'une & relèveront la gloire de l'autre. Attentifs aux regards de l'univers, fixés sur leurs délibérations, ils se feront un devoir d'en mériter l'estime. L'image même de la postérité, juge toujours impartial des actions des

hommes , élèvera leur ame , soutiendra leur courage , secondera leurs efforts. Eclairés dans leurs opinions , ils peseront dans la balance de la sagesse & de la justice la masse des résultats utiles ou funestes à leur siècle qui fuit , comme à celui qui s'avance ; & en travaillant ainsi pour le bien de leurs concitoyens , pour le bien de tous les ordres , de toutes les classes , ils acquerront la considération personnelle , & l'associeront au bonheur de la nation.

Délibéré & arrêté à l'assemblée du clergé du bailliage de Rouen , le 25 avril 1789. Et ont signé ,

†. D. Cardinal DE LA ROCHEFOUCAULD , archevêque de Rouen. L'abbé DE TRESSAN , vicaire général de Rouen. L'abbé POISSONNIER DES PERRIERES , conseiller au parlement de Normandie. LE CAUCHOIS , sous-principal émérite du college de Rouen. JOBARD , curé de Touffreville. curé de Conteville , PAIN-

CHON , curé du Bourg-Theroulde. ME-
 CHEVREL , curé du Pré-d'Auge. HUSSET ,
 curé de Cocquainvilliers. MORIN , curé de
 Pont-Lévêque. LEMONNIER , curé de
 Pennedepie. REBUT , curé d'Ablon. VES-
 QUE , curé de Saint-François d'Herbigny.
 COQUILLOT , curé du Mesnil-Jourdain.
 LEVISSE DE MONTIGNY , curé de Qua-
 tre-Marcs. Fr. AL. DAVOUST , prieur de
 l'abbaye de Saint-Ouen. F. DERENABLE ,
 prieur de Bonne-Nouvelle. F. VERDUN ,
 prieur de Mortemer. F. LAURENT IM-
 BAULT , proc. des Chartreux. P. COUSIN ,
 Vicaire de Saint-Gervais. DOUTTÉ , vi-
 caire de Saint-Maclou. CARON , prêtre-
 vicaire de Saint-Vivien. MOREL , curé de
 Critot , *secrétaire*. LE DANNOS , curé de
 Rumefnil , *secrétaire*.

Niger & sein pg... 2)...

frü hie einst ~~frü~~ Jahr 1771.